



MAIRIE
LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25



2016/068

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE CIRCULATION
ET D'OCCUPATION DE VOIRIE
TRAVAUX SGAD – chemin des Oliviers
83143 LE VAL**

N° 2016/68

L'Adjoint au Maire de LE VAL (VAR) ;

Vu l'arrêté du Maire n°2014-51 du 22 avril 2014 portant délégation des fonctions Sécurité, Prévention et Police Municipale à Monsieur Xavier GIRAUD, Adjoint au Maire ;

Vu les articles L. 2212-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L411.1.1 et suivants ;

Vu l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I), précisant les conditions dans lesquelles doivent être employés les signaux définis dans l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié ;

Vu la demande en date du 23/03/2016 de l'entreprise SGAD, domiciliée 1 bis rue de Roquerousse – 13520 MAUSSANE LES ALPILLES, concernant la création d'un branchement en eau potable pour le compte de Mr VIENNET au n° 149 chemin des oliviers– 83143 LE VAL;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité et de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies communales concernées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : par dérogation à l'AM n° 2013/01 du 2 janvier 2013, l'entreprise pétitionnaire est autorisée à stationner ses engins aux abords du chantier, du mercredi 20 avril au mercredi 20 juillet 2016, le temps nécessaire à la création du branchement en eau potable pour le compte de Mr VIENNET.

ARTICLE 2 : L'entreprise pétitionnaire est autorisée à mettre en place une circulation alternée manuellement ou pas feux tricolores, pendant la durée des travaux.

ARTICLE 3 : L'entreprise pétitionnaire s'engage à mettre et veiller à maintenir en place une signalisation conforme à la législation visant à prévenir les usagers de la gêne occasionnée par les travaux, à faciliter le passage des véhicules d'intervention et de secours et à maintenir et à sécuriser le passage des piétons pendant la durée des travaux.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire est tenu responsable en cas de sinistre dû à une défaillance aux précédents articles, et en cas de dégât aux domaines public et privé.

ARTICLE 5 : La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

Copies transmises à :

- Le pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.

Fait au Val, le 18 avril 2016

L'adjoint Délégué à la Sécurité
Xavier GIRAUD

